



**PRÉFET
DE LA RÉGION
RÉUNION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Service de la coordination des politiques publiques
Bureau de la coordination et des procédures environnementales**

Le Préfet de La Réunion communique

AVIS DE PARTICIPATION DU PUBLIC PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

Par arrêté n°2023-1715 du 16 août 2023, le Préfet de La Réunion a soumis à la participation du public la demande d'autorisation environnementale déposée par l'association APERR pour son projet de pêche aux bichiques dans la rivière des Roches

Ce projet n'est pas soumis à évaluation environnementale et consiste en la régularisation d'une activité traditionnelle de pêche aux bichiques pour la conformer à l'arrêté n°2021-2687 du 30 décembre 2021 réglementant la pêche des bichiques dans les eaux marines et fluviales de La Réunion.

Le dossier correspondant est consultable :

- sur le site internet de la préfecture de La Réunion www.reunion.gouv.fr aux rubriques ci-après :

Publication > Participation du public > Consultation du public

et

Actions de l'État > Environnement > Eaux et milieux aquatiques > Déclarations, autorisations, mises en demeures > Autorisations > Arrondissement de Saint-Benoit

- à l'accueil de la sous-préfecture de Saint-Benoît sise 7 avenue François Mitterrand aux jours et heures habituels d'ouverture au public (de 8h00 à 12h00),
- à la préfecture de Saint-Denis, au bureau de la coordination et des procédures environnementales (BCPE) du Service de la coordination des politiques publiques (SCOPP), bureau n°14, au 26 avenue de la Victoire à Saint-Denis de 9h00 à 11h30 et de 14h00 à 15h30, du lundi au vendredi hors jours fériés

Les observations relatives au projet pourront être adressées au Préfet de La Réunion, sur la période **du 1er au 30 septembre 2023 inclus** par courrier électronique à l'adresse suivante : ppve@reunion.gouv.fr

Au terme de la PPVE, une synthèse de la participation du public sera adressée à l'association APERR, à la mairie de Saint-Benoît pour être tenue à la disposition du public pendant un an et sera soumise au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CodeRST), pour information.

Le Préfet de La Réunion, au vu des observations émises par le public et de l'avis rendu par le Conseil municipal de Saint-Benoît, se prononcera sur la demande d'autorisation formulée par l'association APERR.